

# bulletin hebdo



## PLAN ECONOMIQUE DE CHOC

Managua, 6 mars (ANN). Commerce presque paralysé, prix du dollar au marché noir en hausse vertigineuse et inquiétude générale, telle était l'ambiance cette fin de semaine alors qu'on attendait l'annonce de nouvelles mesures économiques. Les décisions longuement expliquées le dimanche 3 mars par Antonio Lacayo, ministre-conseiller de la présidence, ont dépassé les pronostics les plus sombres: la dévaluation du cordoba courant et du cordoba-or leur a fait perdre quatre cinquièmes de leur valeur par rapport au dollar.

### DES MESURES RECESSIVES

Le plan de choc fait suite à la visite récente des organismes financiers internationaux. Le gouvernement, qui cherche à réduire l'inflation et à se gagner un certificat de bonne conduite pour

obtenir de nouveaux prêts, a pris les décisions suivantes:

- dévaluation de 400% du cordoba-or qui passe de 1 à 5 pour un dollar et du cordoba courant qui passe de 5,2 millions à 25 millions pour un dollar
- élimination progressive du cordoba courant d'ici fin avril
- arrêt des dévaluations hebdomadaires
- augmentation des salaires de 200% en moyenne dans la fonction publique, un peu plus forte dans la santé et l'éducation.

### SOMMAIRE

Plan économique de choc

Où va le mouvement des femmes?

FSLN : deux visions de la situation

Grigsby le scandaleux

Jour de fête

El Salvador : des élections qui ne régleront rien

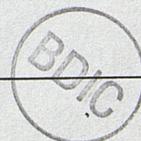
El Salvador : un jugement sans précédent

El Salvador : mort de Guillermo Ungo

Honduras : un nouveau paysage politique

En bref

En dernière minute



40P11881

- augmentation du prix des services publics et de certains produits contrôlés entre 200% et un peu moins de 400%; en moyenne, la hausse des prix "leaders" (essence, eau, électricité, gaz, riz, haricots, maïs, huile, sucre) dépasse 300%
- revalorisation de 200% de la dette des producteurs envers les banques d'Etat (400% pour ceux qui ont du retard dans le remboursement)
- politique de "grands travaux" dans le cadre des municipalités, subventionnée par un fonds spécial; on pense créer ainsi 18 000 emplois temporaires
- pas de licenciements dans la fonction publique

Ces mesures affectent surtout les salariés, les petits commerçants et le commerce informel, les petits et moyens producteurs agricoles et industriels et les pensionnés. Les conséquences immédiates sont les suivantes:

- la baisse du pouvoir d'achat des salaires est évaluée à 40% dans la fonction publique. Les travailleurs du privé restent sans aucune protection: les entreprises qui ont besoin de matière première importée achetée en dollars ne pourront répercuter la dévaluation en multipliant leurs prix par 5 sous peine de ne pas vendre et se rattraperont inévitablement sur les salaires
- les fonds des entreprises qui étaient sur des comptes courants n'ont plus que le cinquième de leur valeur
- la contraction de la demande va provoquer la faillite de nombreuses entreprises; selon un document du gouvernement, les autorités prévoient que 60 000 travailleurs supplémentaires vont se retrouver au chômage
- en cette fin de cycle agricole, la plupart des producteurs viennent de vendre leur récolte, mais l'argent qu'ils en ont obtenu ne leur permet plus de rembourser leurs emprunts, ce qui leur interdit l'accès à un nouveau crédit. Ils redoutent plus que jamais l'expropriation

#### UNE IMMENSE DEMAGOGIE

Dans les jours qui ont suivi la présentation de ce plan, le gouvernement a lancé une grande campagne de propagande pour amener la population à soutenir ces mesures. Il est demandé à la population d'avoir confiance dans ce plan. Ceci est une condition importante pour sa réussite. Les membres du cabinet font de très longues conférences de presse, répondent à la télévision et à la radio aux questions des auditeurs/trices. Mme Chamorro, la présidente, visite des marchés et des magasins de particuliers pour leur assurer que ces mesures ont été établies pour le bien des plus pauvres.

Antonio Lacayo, le conseiller de la présidence, a encore augmenté la pression pour un succès lorsqu'il a annoncé spontanément - enervé par les questions des journalistes septiques - que le gouvernement se retirerait si le plan échouait. Il a utilisé une démagogie dont peu le croyaient capable. Utilisant un ton décontracté et populiste, un vo-

cabulaire familier voire vulgaire, des images pleines de symboles mais qui n'expliquent rien, il a tenté d'occulter le caractère récessif des mesures. Il avait l'air d'un prestidigitateur faisant sortir de son chapeau un avenir radieux où, reprenant le slogan du FSLN pendant la campagne électorale, "tout ira mieux". C'est là un autre aspect de ses interventions: la manipulation qui laissait croire que le FSLN et surtout le Front national des travailleurs (FNT) étaient d'accord avec le plan. Dès le lundi matin, Lucío Jimenez, coordinateur du FNT, s'est rendu dans les studios d'une radio où A. Lacayo faisait une intervention pour démentir ses sous-entendus.

#### LE COMPORTEMENT DE LA POPULATION

Toute l'argumentation du gouvernement visant à freiner le mécontentement est fondée sur l'idée que les prix ne vont pas augmenter de 400%. Pour l'instant, la situation est chaotique et il est encore trop tôt pour faire une évaluation, mais la tendance est à l'exagération. Pour éviter la spéculation, l'Etat va lancer sur le marché des produits alimentaires à des prix contrôlés (riz et haricots principalement). Il faut attendre plusieurs semaines pour savoir si la confiance s'installe ou si la spéculation et l'inflation repartent. Il est indéniable que les gens espèrent la fin de la spirale inflationniste. Mais les travailleurs, à en juger par les multiples actions, comme la prise de bâtiments publics ou l'irruption dans les radios, menées dès le lundi, sont inquiets des conséquences du plan, qui intervient dans une situation sociale déjà très tendue.

#### REACTIONS DES ORGANISATIONS POLITIQUES ET SOCIALES

Le FNT a rejeté immédiatement le plan, demandant principalement le maintien du pouvoir d'achat des salaires, c'est-à-dire une augmentation de 325%, le financement de la production, le maintien de l'emploi, des investissements publics pour les 40% de chômeurs existants actuellement, la fixation d'un salaire minimum, le respect des droits acquis par les travailleurs sur leur entreprise en cas de privatisation, le respect des conventions collectives. Il a annoncé une consultation de la base et des actions sectorielles.

Pour le FSLN, "c'est le peuple qui jugera par lui-même si le gouvernement est en train de stabiliser le pays ou de le destabiliser". Il demande au gouvernement de ne pas accepter du FMI des ajustements qui sont au-delà de la capacité du pays. "Les ajustements économiques sont nécessaires, mais pas au prix d'une récession si profonde qu'elle provoque la faillite de l'appareil productif et laisse des dizaines de milliers de familles sans aucune possibilité de survie". Il exige également que l'aide étrangère sur laquelle le gouvernement dit pouvoir compter pour sou-

tenir son plan soit "utilisée avec efficacité et honnêteté" pour amortir le coût social des mesures. Il soutient les revendications du FNT, appelant la population à renforcer l'unité et la solidarité sociale.

Du côté de la droite, les syndicats pro-gouvernementaux sont favorables aux mesures. Le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP, qui représente la grande entreprise) est dans l'ensemble satisfait: "*La potion est amère et certains vont payer plus que d'autres, mais il fallait le faire*". C'est à peu près la position de Virgilio Godoy, vice-président de la République, pour qui il est clair que le peuple va porter la plus lourde charge du redressement. L'extrême-droite en profite cependant pour rappeler que si le plan échoue, les "modérés" doivent quitter le gouvernement.

Le Nicaragua vit donc une situation critique, d'autant plus que le gouvernement, comme l'a montré l'échec d'une rencontre, le 7 mars, entre le FNT et A. Lacayo, n'est pas disposé à assouplir ses positions.

#### OU VA LE MOUVEMENT DES FEMMES ?

Managua, 28 février (ANN). L'organisation des femmes AMNLAE fait aujourd'hui l'objet de fortes critiques. "Nous avons confondu les revendications propres aux femmes avec ce que le FSLN proposait en termes globaux pour la société. Cela a entraîné un mécontentement, des contradictions, la désertion et l'indifférence. A la base, on discutait et on exposait nos demandes mais, finalement, cela n'était pas repris, c'est le FSLN qui décidait". Cette constatation émane d'une des fondatrices du mouvement AMNLAE, Milu Vargas, et la majorité des femmes organisées dans les syndicats, les collectifs, les maisons de quartier, lui font écho : elles réclament aujourd'hui un mouvement ample, autonome et démocratique.

Les tensions entre la direction d'AMNLAE et les différents secteurs qui formaient sa base se sont manifestées depuis déjà quatre ou cinq ans. En même temps qu'AMNLAE stagnait en tant que mouvement du fait de sa subordination étroite au FSLN, le travail des femmes dans le mouvement syndical et populaire se développait, mais sans que leur voix se fasse réellement entendre au moment des prises de décisions. Après les élections de 1990, AMNLAE a procédé à une discussion interne qui l'a amenée à reconnaître que sa dépendance envers le FSLN avait limité son développement et l'avait empêchée de parvenir à représenter les intérêts spécifiques de la majorité des Nicaraguayennes. "AMNLAE doit cesser de se présenter comme la section féminine du FSLN", a

conclu l'organisation des femmes, reprenant l'opinion exprimée par sa base dès le milieu des années 80.

Les activités liées à la célébration de la journée internationale des femmes du 8 mars pourrait être l'occasion d'une définition de ce que sera le mouvement des femmes de demain. Une coordination formée par des militantes des secteurs femmes dans les syndicats, des maisons de quartier et des divers collectifs appellent tous les groupes, y compris AMNLAE, à participer à une initiative unitaire les 8, 9 et 10 mars. Pour éclaircir le débat qui traverse le mouvement des femmes nicaraguayennes, nous vous proposons des extraits de deux entrevues : l'une avec la dirigeante d'AMNLAE, Doris Tijerino, et l'autre avec une des responsables du centre féministe "Points de rencontre", Anne Criquillon.

#### CESSER DE PENSER POUR LA BASE

La Commandante de la guérilla Doris Tijerino est l'actuelle secrétaire générale d'AMNLAE. Elle a été l'une des pionnières de l'intégration des femmes dans la lutte révolutionnaire et du combat pour leur émancipation. La revue *Gente* l'a interrogée sur l'avenir de l'organisation des femmes du FSLN.

*Gente: Comment pourrait être dépassé l'actuel éclatement du mouvement des femmes?*

DT: AMNLAE est la somme de tous les secteurs, de la Centrale sandiniste des travailleurs (CST), de l'Association des travailleurs agricoles (ATC), etc, mais en plus de ce mouvement politique, il en existe d'autres comme celui de "*défense populaire*", des femmes chrétiennes, etc. Il faut le reconnaître. Je pense que pour dépasser cet éclatement, il faut faire le point en permanence sur nos méthodes d'organisation, nos politiques. Je crois en l'évolution des personnes, des choses, des idées. Rester cramponnées à nos principes limite notre développement.

*Gente: Etes-vous favorable à une coordination?*

DT: Je ne veux pas exprimer ma propre opinion car cela apparaîtrait comme une volonté d'influencer celle des autres femmes. Il y aura une surprise le 9 mars.

*Gente: Où en est le débat?*

DT: Il y a eu une consultation sur la question de la stratégie et sur ce que doit devenir AMNLAE. Des milliers d'idées ont été exprimées et la base doit maintenant s'exprimer sur une position majoritaire.

*Gente: Etes-vous pluraliste?*

DT: Oui, dans le principe, mais cela pose un problème de conception parce que si, parmi les révolutionnaires, il y a des préjugés contre le féminisme, la droite, elle, le considère comme diabolique.

*Gente: Considérez-vous que vos méthodes sont démocratiques?*

DT: Oui, mais parfois nous avons tendance à penser que si nous ne sommes pas là pour donner notre opinion, la démocratie ne s'est pas exercée. Cela a à voir avec le fait que beaucoup d'entre nous, les cadres intermédiaires du FSLN, avons commis l'erreur de nous arroger le droit de penser pour la base.

*Gente: Comment devrait être selon vous le mouvement des femmes?*

DT: Un mouvement populaire, sur des bases de classe, ample et ouvert à la participation de femmes qui ne se contentent pas d'appuyer les bonnes idées des dirigeantes mais élaborent elles-mêmes leur ligne. AMNLAE devrait être capable d'un féminisme sandiniste, nicaraguayen, qui ait une dimension nationale et ne soit pas seulement l'expression d'un parti. Avec des objectifs à court, moyen et long terme, ce qui suppose un certain ordre, car il n'est pas juste non plus de suivre toujours ce que les femmes disent, la direction a également son rôle à jouer.

*Gente: Pensez-vous qu'AMNLAE soit suffisamment autonome du FSLN?*

DT: Une autonomie absolue, au point que parfois je me suis plainte de me sentir...

*Gente: Abandonnée?*

DT: Pas vraiment, mais plutôt privée d'une instance qui me permette de poser les problèmes des femmes au sein du FSLN.

#### FEMINISTES, POUR UN MOUVEMENT OUVERT

*Anne Criquillon* a travaillé pendant plusieurs années avec des travailleuses agricoles de l'ATC. Aujourd'hui, elle est l'une des responsables du centre "Points de rencontre" qui veut promouvoir auprès des syndicats et des médias la réflexion et le changement en matière de mentalités, de conception des rôles féminins et masculins et d'éducation. La jeunesse est le secteur de la population que vise particulièrement le travail idéologique de "Points de rencontre".

*ANN: Pourquoi certains secteurs du mouvement des femmes ont-ils décidé d'agir aujourd'hui en dehors d'AMNLAE?*

AC: Plus de 90% des féministes nicaraguayennes sont sandinistes, militantes ou sympathisantes et jusque là, notre position était de défendre AMNLAE comme l'organisation qui pouvait rassembler toutes les femmes. Nous considérons qu'elle aurait dû être un point de rencontre entre les groupes de femmes de tous les secteurs. Elle avait cette vocation de mouvement ample, mais elle n'a pas eu la flexibilité suffisante pour intégrer ces groupes en respectant leur identité, malgré la lutte interne menée dans ce sens pendant des années. Plusieurs d'entre eux, déjà fortement structurés et avec leur propre articulation entre eux, sont arrivés à la constatation qu'ils



ne sont pas pris en compte dans AMNLAE aujourd'hui. C'est la direction d'AMNLAE, au sens large, qui a rompu le dialogue pour imposer sa structure.

*ANN: Les divergences ont-elles porté sur des problèmes de méthode ou de principe? Y a-t-il eu par exemple des revendications spécifiques posées par la base et que la direction d'AMNLAE aurait refusé de reprendre?*

AC: A mon avis, il s'est agi d'un problème de fonctionnement plutôt que de ligne. Je pense que si le mouvement des femmes se met d'accord demain sur une plate-forme revendicative, elle sera dans ses grandes lignes semblable à celle d'AMNLAE. Les problèmes auraient pu être résolus si AMNLAE avait laissé une plus grande autonomie de fonctionnement aux groupes. A l'intérieur des organisations de masse sandinistes, il y avait plus de possibilité de débat et d'action qu'au sein d'AMNLAE. Par exemple, la première organisation qui ait demandé que la planification familiale soit un des droits fondamentaux subventionné par l'Etat comme n'importe quel produit du "panier de la ménagère" a été l'ATC en 1986. De même pour la lutte contre la violence et les abus sexuels, contre lesquels les secrétariats aux femmes des organisations syndicales appelaient à se mobiliser alors qu'AMNLAE ne se prononçait sur aucune action concrète. Même la Jeunesse sandiniste, qui n'a pourtant pas la réputation d'être à l'avant-garde sur la question des femmes, a doublé AMNLAE en réclamant depuis 87 un débat sur l'avortement, sans aller toutefois jusqu'à en demander la légalisation.

*ANN: Comment expliquez-vous ce blocage?*

AC: Par le fonctionnement même du FSLN et des cadres chargés de la question des femmes. Si les femmes qui sont à la direction des groupes avaient été également à la direction d'AMNLAE, il y aurait eu un autre type de relation avec le Front sandiniste. On ne peut négliger non plus le poids du machisme qui imprègne les mentalités des militants et dirigeants du FSLN. Si l'on nous avance qu'il ne faut pas aller trop vite pour ne pas heurter de front les mentalités, notre expérience au sein des syndicats nous amène à constater que c'est l'ignorance et l'éloignement des problèmes réels qui provoque les blocages. Dans les milieux mixtes, tels les syndicats, où les femmes ont entrepris un travail sur leurs revendications spécifiques, les résistances initiales ont été progressivement vaincues, les dirigeants syndicaux ont évolué sur la question des femmes et la base également. Mais la Direction nationale du FSLN qui ne constatait pas de près ce travail et ses résultats n'en a vu que les dangers, pas la dynamique. Nous avons voulu mener une lutte globale, qui touche aux conditions de travail, aux salaires, au travail domestique, à la violence sexuelle, etc. Les femmes, à l'intérieur des organisations syndicales, disaient par exemple aux dirigeants: "C'est tout ou rien: si on parle du travail, on parle aussi du travail domestique". Cela a obli-

gé les hommes à entrer dans une réflexion qu'ils n'auraient pas menée si nous en étions restées à une forme d'organisation qui perpétue le clivage femme/femme travailleuse. AMNLAE n'est pas parvenu à poser le problème de la condition de la femme dans sa globalité. Pour elle, il y avait d'un côté les femmes travailleuses, dont les problèmes étaient du ressort de la lutte syndicale et de l'autre l'ensemble des femmes dont les revendications devaient être prise en charge par l'organisation des femmes. Mais comme cette lutte anti-sexiste, en principe du ressort d'AMNLAE, est une lutte féministe trop "radicale" aux yeux de la majorité des dirigeants du FSLN, elle a été freinée et AMNLAE s'est mise progressivement à ressembler plus à un mouvement communal qu'à un mouvement féministe.

*ANN: Pensez-vous que le mouvement des femmes va vers la scission?*

AC: Depuis quelques mois, les débats se multiplient sur la relation mouvement des femmes-partis politiques, sur le type de mouvement que l'on veut. Ces discussions sont lancées par la base et beaucoup de femmes d'AMNLAE y participent et souhaitent une convergence avec les groupes qui travaillent maintenant en dehors d'AMNLAE. La proposition qui émane de ces groupes est de construire un mouvement ample, dirigé par une coordination et dans lequel AMNLAE aurait sa place sans en avoir la direction, car beaucoup de femmes ne s'identifient pas, ou plus, avec AMNLAE.

*ANN: Un mouvement sans ancrage politique, qui s'adresse à toutes les femmes, sans distinction de classe?*

AC: Notre embryon de coordination est fortement marqué par la présence des militantes du Front national des travailleurs (FNT), qui forment le gros des troupes. Le fait que d'autres groupes se rapprochent de nous, tels ceux de femmes chrétiennes, de collectifs indépendants et jusqu'à certains groupes liés à la droite est le résultat de l'effort des sandinistes pour leur ouvrir la porte. Il y a des problèmes qui sont communs à toutes les femmes, comme celui de la violence, et d'autres non. Il semble que pour certains, il soit plus facile d'admettre le dialogue avec des adversaires politiques, par exemple des dirigeants contras, qu'avec les femmes, parce que cela renvoie à des peurs beaucoup plus ancrées! Notre idée, c'est que beaucoup de femmes peuvent s'intégrer au mouvement à partir de leur vécu propre et, de là, développer une conscience collective et se solidariser avec d'autres luttes qu'elles auraient rejetées à priori.

## FSLN : DEUX VISIONS DE LA SITUATION

Managua, 1er mars (ANN). On aimerait pouvoir accrocher quelques étiquettes sur les positions exprimées au sein du FSLN dans le cadre de la préparation de son premier Congrès. Mais il est impossible aujourd'hui de cerner avec précision de vraies tendances: convergences et divergences d'opinion sont trop variées pour que l'on puisse les regrouper en courants homogènes. Il est convenu cependant de voir deux lignes, qui se distinguent avant tout sur la façon de se situer face au gouvernement: les "pragmatiques", qui préconisent une adaptation au nouveau contexte et mettent en avant l'intérêt de la nation, et les "principistes", favorables au respect des grands principes du sandinisme.

Il faut préciser avant tout que la discussion à la base sur les documents du Congrès vient juste de commencer et que les sandinistes qui s'expriment dans la presse sont en majorité des intellectuels, des cadres et des dirigeants. Quant aux dénominations de "pragmatiques" et "principistes", elles sont peut-être commodes mais à coup sûr ne correspondent pas à la réalité en ce sens que les "principistes" sont aussi des pragmatiques ouverts aux changements, et les "pragmatiques" font également référence aux principes du sandinisme.

Le partage entre les deux groupes est principalement révélé aujourd'hui par la question de la conduite à tenir face à l'actuel gouvernement et recouvre une vision différente de la nature et du projet du parti.

Les pragmatiques dominent le groupe sandiniste à l'Assemblée nationale, où leurs pratiques, fondées sur les accords avec la droite et le "donnant-donnant", est fortement remise en cause. Certains estiment même qu'ils dominent également les structures du FSLN. Le quotidien Barricada a publié une interview imaginaire de Sandino qui caractérise assez bien leur position théorique. Cet entretien tente d'éclairer la pensée du dirigeant en reprenant des fragments de ses écrits; on y relève entre autres ces passages: *"Ce que fera le gouvernement en faveur de la restauration politique et économique augmentera ou détruira à jamais son prestige. Nous avons promis d'être son bras droit, dans le sens moral (...). La popularité du Docteur Sacasa lors des récentes élections m'a fait décider de ne pas le combattre mais plutôt d'unir sa popularité aux énergies de notre armée, de façon que le peuple interprète nos intentions et que les principales forces antagoniques, à savoir notre armée, la Garde nationale et les partis politiques historiques, oublient leurs rancoeurs et que tous, sous notre drapeau blanc et bleu, aident le Docteur Sacasa à sortir de sa timidité de chrysalide"*. L'affrontement est donc inopportun: *"Tous les secteurs doivent apporter leur contribution au lieu de considérer l'affrontement comme une solution"*, écrit Alejandro Martínez Cuenca, ancien ministre au Plan. Il s'agit d'adopter une attitude patrioti-

que et de penser avant tout aux intérêts de la nation. Nation, réconciliation et concertation sont les mots-clés des pragmatiques.

Pour ce courant, on peut s'entendre avec ce gouvernement qui, comme le déclare le général Humberto Ortega, *"ne nie pas le cours de la Révolution et ne veut pas d'un retour au somozisme"*. L'ancien membre de la Direction nationale va plus loin: *"L'effort historique des premières années de la Révolution est poursuivi aujourd'hui par les forces politiques et sociales les plus avancées et raisonnables qui représentent l'opinion de la majorité"*. Selon Sergio Ramírez, la démocratie a progressé depuis un an. Cette affirmation, comme on le voit, se démarque de la conception avancée jusque-là par le FSLN, pour qui le concept de démocratie ne se résume pas au droit de vote et à la possibilité de payer à prix d'or un espace à la télévision, mais comporte aussi le respect des droits fondamentaux comme celui à la participation, au travail, à la santé et à l'éducation.

Pour les pragmatiques, la voie du centre est la seule souhaitable ou la seule possible. C'est encore H. Ortega qui écrit que l'Assemblée nationale, qui a su isoler les extrémistes, *"respire la pratique démocratique"*. Il rejette dans un même enfer les extrêmes de droite et de gauche, faisant écho aux positions déjà exprimées entre autres par les députés Edmundo Jarquín et Rafael Solís.

On se souvient que ce dernier avait accusé les syndicats sandinistes de destabiliser le gouvernement et demandait au FSLN de mettre au pas ses organisations de masse. La réponse faite par Edgardo García, le secrétaire de l'Association des travailleurs de l'agriculture rappelait que la famille de R. Solís possède une grande propriété agricole et des immeubles, posant le problème en termes de classe. Certains détracteurs des "pragmatiques" estiment que les sandinistes d'origine bourgeoise, ceux qui se sont "installés" et ceux qui recherchent les postes de pouvoir sont plus enclins à une entente avec le gouvernement -du moins avec les "modérés" comme Antonio Lacayo-, voire en partageraient les idées.

L'homogénéité de ce courant n'est évidemment pas totale, mais ses adeptes ont en commun un projet qui peut être globalement qualifié de social-démocrate. Que ses positions correspondent à un intérêt de classe ou à une analyse de la situation actuelle, elles ne semblent pas entraîner l'adhésion de la base, du moins celle qui s'exprime dans les médias.

Face à eux, les "principistes", même s'ils divergent entre eux sur des points concrets, se rejoignent sur un projet révolutionnaire. Ils veulent rester fidèles au programme historique du FSLN et lui demandent de se définir en ce sens lors du Congrès. *"Ce que je demande au Front, c'est une position claire et ferme à tous les niveaux de ses struc-*

tures, une attitude en faveur des intérêts des travailleurs, de la nation, de la souveraineté. La stabilité pour le peuple est une chose, la stabilité pour la bourgeoisie en est une autre", explique José Angel Bermúdez, un des dirigeants du Front national des travailleurs (FNT). A un journaliste qui lui demande pourquoi il est devenu radical, le sous-directeur du journal El Nuevo Diario Danilo Aguirre répond: "Je n'ai pas changé. Ce sont les autres qui ont changé".

"Principistes" ne veut pas dire dogmatiques et radicaux, l'autre épithète utilisée pour les désigner, et ne signifie pas jusqu'au-boutistes irresponsables: ce secteur est aussi empreint de pragmatisme et de lucidité, mais il conserve sa mystique sandiniste et souhaite la correction de toutes les déviations apparues au cours des dix dernières années.

#### GRIGSBY LE SCANDALEUX

**Managua, 4 mars (ANN).** La radio La Primerisima doit sa cote d'amour en grande partie à la personnalité de son journaliste le plus connu qui est aussi son directeur, William Grigsby. Nous lui avons rendu visite pour lui remettre une donation de 900 dollars, qui nous était parvenue après la clôture de la campagne de soutien organisée à la suite de l'attentat qui a détruit l'émetteur de la station en octobre dernier.

La radio a pu recommencer à émettre à la fin du mois de décembre et elle a récupéré aussitôt son audience: elle est à nouveau au troisième rang des radios les plus écoutées. Pourtant, elle travaille encore avec un émetteur de fortune et ne peut être captée qu'à Managua. W. Grigsby espère qu'en avril des équipements plus puissants, d'une valeur de 65 000 dollars, pourront être installés. Les comités de solidarité d'Europe et des Etats-Unis ont largement contribué à la résurrection de la radio. "Si le gouvernement ne nous oblige pas à payer 100% d'impôts à l'importation, le paiement de ce matériel est assuré". Par contre, les frais de fonctionnement de la radio pour l'avenir ne le sont pas. "Nous subissons le boycott des agences de publicité, même celles qui sont proches du FSLN", explique W. Grigsby. Or les radios ne vivent que de la publicité. Au Nicaragua, les équipes de journalistes louent leur espace d'information et les plus écoutés sont évidemment les plus riches. La Primerisima a quatre espaces d'information et de commentaires qui occupent environ 5 heures par jour tandis que 45 minutes sont consacrées au sport. Le reste du temps, la radio programme de la musique à la mode qui, contrairement aux chansons engagées, attire les auditeurs, donc la publicité. De toute façon, W. Grigsby pense que les gens "ne veulent pas entendre parler de politique". Par contre, concer-

nant le journalisme d'opposition, il pense qu'il faut "le pratiquer de manière frontale".

C'est d'ailleurs ce qu'il fait. Il est connu pour ses critiques acerbes à la variante opportuniste du pragmatisme sandiniste, ce qui peut expliquer le boycott publicitaire dont il est victime. Ses positions ne sont pas nouvelles, puisqu'il avait déjà été renvoyé de son poste de sous-directeur du Nuevo Diario il y a quatre ans à la suite d'un de ses conflits avec le FSLN. De toute évidence, il aime bien ce rôle de brebis galeuse. Il a un côté fouineur de l'information qui plaît à ses auditeurs, à qui il laisse largement la parole. Mais il est surtout célèbre pour la grande liberté de parole dont il fait preuve dans ses commentaires et qui lui a valu de solides inimitiés. Rosario Murillo, secrétaire du syndicat des artistes et directrice de la revue Ventana, qui a été souvent la cible de W. Grigsby, l'a accusé d'utiliser un média de la Révolution pour faire de l'anti-sandinisme, le traitant même d'agent de la CIA après une réponse - il est vrai quelque peu grossière - du journaliste. Il a abordé dans son émission "Sans frontières" l'affaire des militaires condamnés pour avoir fait passer des missiles au FMLN en lançant au général H. Ortega: "Alors, mon général, on est bien assis sur sa chaise?", avant de lui rappeler l'opération commando qu'il avait organisée pour libérer Carlos Fonseca de la prison de San José où les autorités costaricaines le détenaient.

Ses détracteurs lui reprochent parfois d'accuser un peu à tort et à travers. Mais applaudi ou détesté, il n'en reste pas moins que William Grigsby et sa radio se sont taillés une bonne place dans le journalisme national.

#### JOUR DE FETE

**Managua, 26 février (ANN).** C'est devant un stade peu rempli que le Cardinal Obando a célébré une grande messe à l'occasion du premier anniversaire des élections qui ont porté la droite au pouvoir. Cette cérémonie sans relief marquée par des discours sans nouveautés était assez symbolique de l'isolement du gouvernement Chamorro.

Seuls quatre partis de l'UNO, qui en regroupe 14, avaient envoyé des représentants. Vinicio Cerezo, ancien président du Guatemala, Joao Baena Soares, secrétaire de l'OEI et un représentant de Jimmy Carter constituaient la délégation étrangère. Ni Humberto Ortega, chef des Forces armées, ni le vice-président V. Godoy n'étaient présents. Malgré la publicité faite dans les médias et à la télévision, il y avait peu d'affluence -environ 6000 personnes-. Il semble que la profonde crise économique et l'accroissement de la misère aient calmé

l'enthousiasme des électeurs de l'UNO, qui se sont montrés indifférents à cet anniversaire.

V. Godoy, leader du bloc des cinq partis de l'UNO qui représentent la ligne "dure", avait tenté d'organiser une cérémonie parallèle à Nandaime (département de Carazo), mais a dû l'annuler au dernier moment par manque de participants. Selon le quotidien Barricada, les maires de la Région V, qui devaient constituer le gros des troupes, avaient finalement décidé de ne pas venir. Le journal voit là un signe de l'effondrement du mouvement "Sauvons la démocratie" qui s'était constitué lors de la sédition d'octobre.

## EL SALVADOR: DES ELECTIONS QUI NE REGLENT RIEN

Sergio Ferrari

**Managua, 4 mars (ANN).** Les élections législatives et municipales du 10 mars seront les premières à être réalisées depuis le début du processus de négociation entre la guérilla et le gouvernement salvadorien. La dernière réunion, tenue au Costa Rica du 19 au 21 février, n'a marqué aucun progrès. La guérilla a pris récemment une série d'initiatives militaires, occupant par exemple certains quartiers résidentiels de San Salvador durant plusieurs heures, dans le but de maintenir un rapport de force favorable pour la suite du dialogue. Le FMLN a annoncé qu'il n'appellerait pas au boycott des prochaines élections comme il l'a fait en d'autres occasions. Mais la paralysie des négociations et le fait que les élections n'offrent aucune garantie quant à l'avenir rendent sa participation impossible.

Certains éléments signalent quelques changements dans les positions du FMLN: la trêve de trois jours, décrétée en hommage au dirigeant social-démocrate Guillermo Ungo, décédé cette semaine, sera prolongée jusqu'aux élections et la guérilla s'abstiendra de boycotter celles-ci dans les territoires qu'elle ne contrôle pas. Dans les autres départements, le vote pourrait avoir lieu dans les villes principales. "La situation internationale a changé et la dynamique nationale également. Le peuple manifeste des signes de fatigue face à la guerre, ce qui ne signifie pas qu'il ne veut plus lutter politiquement. S'il est important de souligner que ces élections-là ne pourront résoudre les problèmes essentiels du pays, le conflit armé, l'absence de démocratie et la crise économique, nous ne pouvons pas dans l'absolu exclure la voie électorale dans un autre contexte politique", indique un analyste politique salvadorien.

Le 10 mars, deux forces progressistes seront présentes sur les listes: l'Union démocratique nationale (UDN),

liée au Parti communiste qui est l'une des cinq organisations du FMLN, et la Convergence démocratique, une alliance des socio-démocrates et des socio-chrétiens regroupant trois partis, dont celui de G. Ungo, le Mouvement national révolutionnaire (MNR) affilié à l'Internationale socialiste. Une défaite électorale d'ARENA, le parti d'extrême-droite au pouvoir, précipiterait probablement une issue négociée au conflit armé. Personne ne sait encore dans quel camp basculeront les 50% d'électeurs qui se déclarent aujourd'hui indécis. Bien que les sondages ne placent pas les organisations d'opposition en tête des intentions de vote, l'espace politique qu'elles gagneront pourrait servir de rampe de lancement au FMLN pour une participation aux futures élections présidentielles.

*"Quel que soit le vainqueur, le FMLN ne reconnaîtra pas la légitimité de ces élections. Mais un triomphe de l'opposition serait favorable aux négociations"*, signalait récemment le commandant guérillero Joaquín Villalobos. Même méfiance vis-à-vis du processus électoral de la part de l'Université centraméricaine (UCA) dont faisaient partie les six jésuites assassinés en 1989: *"Sans accords réels entre le gouvernement et la guérilla sur la question des Forces armées, les élections ne seront pas un instrument de la démocratie"*.

Les urnes seront-elles un bon thermomètre de l'état d'esprit qui régnait dans la société salvadorienne secouée par la crise? Les statistiques de l'UNICEF signalent que cette année 400 000 enfants seront exclus du système scolaire, que 50% de la population est analphabète et qu'un million de jeunes se trouvent dans des conditions d'extrême pauvreté. Un autre des problèmes auquel s'affronte aujourd'hui le peuple salvadorien est le retour au pays décidé de manière irrévocable par des groupes importants de réfugiés qui vivaient au Panama, au Nicaragua ou au Honduras. Aujourd'hui 800 d'entre eux, résidents depuis plusieurs années au Nicaragua, ont pris la décision de ne plus ajourner leur retour après avoir vécu depuis un an le contre-coup de la victoire électorale de la droite. Ils se heurtent depuis plusieurs mois aux entraves posées par le gouvernement salvadorien et à la mauvaise volonté du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR). *"Le HCR a toujours été contre les réfugiés salvadoriens; nous avons connu nos premières expériences négatives en 1983-84, lorsque les premiers groupes ont voulu rentrer au pays depuis le Honduras"*, constate le Père Rutilio Sanchez, qui était le bras droit de Monseigneur Romero et travaille aujourd'hui avec les exilés. Il y a une semaine, la police nicaraguayenne les a empêchés, en faisant usage de la violence, de passer la frontière. *"Après des années d'exil, nos frères salvadoriens sont décidés à rentrer et même si les autorités honduriennes et nicaraguayennes les ont retenus à la frontière à leur première tentative, même si Cristiani les accuse d'être "la base sociale du FMLN", ils rentreront"*.

**EL SALVADOR: UN JUGEMENT SANS PRECEDENT**

Juan José García

**Managua, février (ANN/Barricada Internacional).** Le jugement des guérilleros qui ont donné la mort à deux soldats étatsuniens après avoir abattu leur hélicoptère pourrait créer un précédent susceptible de modifier les paramètres de l'exercice de la justice au Salvador. Les faits ont eu lieu début janvier dans le département de Chalatenango, dans le nord du pays. Bien qu'au début les témoins aient affirmé que les deux militaires étaient morts dans l'accident, le FMLN a reconnu par la suite que des combattants les avaient tués. Après investigation, deux guérilleros ont été détenus. Le commandement de la guérilla prépare leur jugement public, auquel seront invités des juristes et des religieux.

Les autorités gouvernementales ont exigé au début que les inculpés leur soient remis mais le FMLN a refusé, expliquant que *"la justice salvadorienne ne répond pas aux aspirations du peuple"*. Pour lui, elle n'offre pas la garantie d'un procès juste ni du respect de la vie et se fonde sur l'impunité. Il estime que son système est *"plus simple mais plus efficace et meilleur sous tous les aspects"* alors que la justice officielle a été totalement incapable de sanctionner les militaires et les paramilitaires responsables de multiples crimes. Selon les observateurs, la décision du FMLN de juger ses détenus est une action exemplaire qui ne peut que lui donner du prestige et créer un précédent dans l'exercice de la justice. C'est apparemment ce que pense aussi le commandement de la guérilla. *"Il est juste d'abattre les hélicoptères qui menacent les zones sous notre contrôle, mais nous ne pouvons exécuter les prisonniers de guerre. Notre sens de la justice nous conduit à respecter la Convention de Genève"*, a déclaré le commandant Leonel González. On a su par la guérilla que les détenus avaient reconnu leur culpabilité et manifesté qu'ils avaient conscience de l'erreur commise, considérée par le FMLN comme une atteinte grave au règlement.

De son côté, la guérilla estime que son attitude la place en meilleure position face au gouvernement. *"Notre décision contraste avec tout un système de gouvernement complètement vicié, où le pouvoir judiciaire est le soutien du parti au pouvoir et des puissants, qui sont incapables de soumettre les militaires à l'action de la justice"*. Le FMLN acquiert ainsi plus d'autorité pour exiger, comme il le fait à la table de négociation, des changements profonds dans le système judiciaire. Le procès, tel qu'il a été annoncé, sera un cas unique dans l'histoire des mouvements armés en Amérique latine. Tous les détails n'en ont pas été définis, mais les observateurs estiment possible que les coupables ne soient pas fusillés, bien que la guérilla ait annoncé une sentence énergique. Les condamnés pourraient purger leur peine dans un pays neutre, en atten-

dant que l'on parvienne à une solution négociée du conflit.

Le jugement impliquera également le gouvernement des Etats-Unis qui s'est présenté comme la victime des faits, alors que tout le monde connaît la part active qu'il a pris dans le conflit. La mort des deux militaires, qui survolaient une zone de conflit à bord d'un hélicoptère de combat, a servi de prétexte au versement des 48 millions de dollars d'aide militaire qui avaient été *"gelés"* par le Congrès pour obliger le gouvernement salvadorien à avancer dans la négociation. Washington a également remis à l'armée trois bombardiers et six hélicoptères pour remplacer les unités abattues par la guérilla grâce à l'utilisation de missiles terre-air. Pour le FMLN, il s'agit là d'une escalade dans la guerre.

La mort des militaires étatsuniens n'est pas justifiable, mais elle pourrait être pour les Etats-Unis une occasion de réfléchir à leur attitude afin de parvenir à ce qui est leur objectif officiel: la paix et la stabilité régionale.

**EL SALVADOR: MORT DE GUILLERMO UNGO**

**Managua, 6 mars (ANN).** Une foule nombreuse a accompagné à San Salvador les funérailles du dirigeant social-démocrate Guillermo Ungo, décédé le 28 février d'une crise cardiaque à Mexico, où il assistait à une réunion entre le FMLN et les partis politiques salvadoriens. Plusieurs représentants politiques étrangers, dont le Commandant Henry Ruiz pour le FSLN, étaient présents à la cérémonie, à laquelle le gouvernement salvadorien avait interdit au FMLN de se rendre. L'évêque de San Salvador, Monseigneur Rosa Chavez, lui a rendu un dernier hommage au nom de l'Eglise catholique.

G. Ungo, âgé de 59 ans, était président du Front démocratique révolutionnaire (FDR), considéré par certains comme le bras politique de la guérilla. Dès les années 60, il avait milité dans les rangs du Mouvement national révolutionnaire (MNR). Candidat de l'opposition à la vice-présidence de la République en 1971, la victoire électorale lui est volé par la fraude organisée par les Forces Armées. Après plusieurs années d'exil, il rentre au Salvador en 1987 et se présente aux élections présidentielles de 1988 comme candidat de la Convergence démocratique. G. Ungo était également vice-président de la Conférence permanente des partis politiques d'Amérique latine (CEPPPAL) et de l'Internationale socialiste.

La mort de ce dirigeant a été ressentie comme une grave perte par le mouvement syndical et la gauche salvadorienne dans son ensemble. Un Commandant du FMLN qui était un ami de jeunesse de G. Ungo, a salué en lui

un homme aux solides convictions démocratiques. La guérilla a déploré la disparition d'un dirigeant politique qui jouait un rôle important dans le processus de négociation dans lequel est engagé le pays.



## HONDURAS: UN NOUVEAU PAYSAGE POLITIQUE

Joan Palomés

**"L'ouverture démocratique doit être à l'ordre du jour pour permettre à tous les Honduriens de participer à la réconciliation nationale. S'il y a concertation, ce doit être sans exclusive".** Ce sont les mots prononcés par Rigoberto Padilla, secrétaire général du Parti Communiste Hondurien (PCH), face au président Callejas, au commandement des Forces Armées et à la presse réunis dans le Palais présidentiel. Quelque chose serait-il en train de changer au Honduras?

Le 12 janvier dernier, un bon nombre de dirigeants politiques et syndicaux en exil rentraient au pays : R. Padilla, Rosario Roiz, ancien dirigeant syndical, Carlos Arita Valdivieso, ancien président de la Fédération des étu-

dants et dirigeant du Mouvement d'Unité Populaire et Révolutionnaire, et Wilfredo Gallardo, dirigeant du Parti Révolutionnaire Centraméricaniste du Honduras. Tous sont membres de la Direction Nationale Unitaire (DNU) qui regroupe ces organisations. Ils rentrent de dix ans d'exil au Nicaragua, après une série de négociations serrées avec le gouvernement hondurien et une discussion dans les rangs mêmes des réfugiés politiques.

Les exécutions sommaires, les tortures, les disparitions et les violations aux droits de l'homme font partie d'un passé trop proche pour être oublié. R. Callejas savait qu'il fallait garantir aux exilés sécurité et liberté politique si l'on voulait que les discussions aient quelque chance d'aboutir. En échange, les réfugiés se sont engagés à respecter les limites de la lutte civique. Le Honduras se mettrait donc, avec un peu de retard, à l'heure des accords d'Esquipulas signés en 1988 entre les présidents centraméricains et qui prévoyaient que toutes les dispositions seraient prises *"pour garantir l'inviolabilité de la vie, la liberté sous toutes ses formes et la sécurité des personnes"*.

Pour les organisations de gauche jusque-là clandestines ou en exil, le retour au cadre institutionnel ne sera pas facile. Ils vont se heurter à une société autoritaire, marquée par une véritable culture de l'intolérance et par une absence totale d'expérience en matière de jeu démocratique. L'Armée, dont le credo est la Doctrine de sécurité de l'Etat, de sinistre mémoire, sert de rempart à une oligarchie passéiste qui fait appel à elle dès qu'elle sent ses intérêts menacés. Un état de droit suppose une constitution qui garantisse la libre expression des différents courants politiques, jusqu'à présent niée. Selon les milieux d'opposition, l'actuelle constitution est toujours restée lettre morte. *"Nous devons passer d'une démocratie représentative à une démocratie participative et il ne suffit pas pour cela d'organiser des élections tous les quatre ans"*, a déclaré dans son discours R. Padilla.

La gauche hondurienne a pris un virage stratégique important mais il est probable qu'elle devra vaincre beaucoup de méfiances et agir avec prudence. La décision de ce virage n'aurait pas été possible s'ils avaient vu en R. Callejas -représentant de la *"nouvelle droite"*- un tenant de *"l'Etat-butin"* comme les précédents chefs d'état honduriens. Même si le chef des Forces Armées lui-même, le général Alfonso Discua, a déclaré qu'il s'engageait à garantir les droits des quatre dirigeants de retour, il ne faut pas oublier que les prisons honduriennes sont encore pleines de prisonniers politiques dont il n'a pas été question dans les accords. La plupart d'entre eux sont des paysans à qui l'on a appliqué la loi antiterroriste à cause de leur participation au conflit de la terre. Les discours prometteurs de R. Callejas n'empêchent pas qu'il sera difficile de rétablir du jour au lendemain le respect des droits de l'homme dans le pays. Au sein même de la

gauche, il faudra dépasser bien des divisions et s'en prendre au mal endémique du "caudillisme".

Pourtant, les espoirs soulevés par la création d'un nouveau parti progressiste sont réels. Fin janvier, les partis de gauche se sont mis en quête des 25 000 signatures nécessaires à la constitution de ce parti. Les dirigeants du PCH ont annoncé leur intention de ne pas s'y intégrer et de se présenter seuls aux élections de novembre 1993. Le Front patriotique hondurien (FPH), parti de centre-gauche bien implanté dans les zones industrialisées du nord du pays, a exprimé publiquement qu'il n'avait aucun lien avec les exilés de retour, bien qu'on puisse prévoir qu'il se rapprochera du nouveau parti.

Aujourd'hui, la carte de la gauche hondurienne se dessine. Il reste à voir si le président Callejas tiendra vis-à-vis d'elle les promesses faites au nom de son propre parti (Parti national, de tendance conservatrice) et d'un secteur de l'Armée, alors que dans ces deux groupes, certains membres expriment déjà leurs réticences face aux velléités modernisantes et démocratisantes du gouvernement.

\*\*\*\*\*

#### EN BREF

**LA GUERRE EST FINIE?** Deux agriculteurs d'une coopérative de Rio Grande, dans le centre du pays, ont été assassinés le 1er mars par d'anciens contras reconvertis en membres de la Police rurale. Le dirigeant de l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG) à laquelle appartenaient les deux paysans a déclaré : "Nous revenons aux temps du somozisme, lorsqu'on sortait les gens de chez eux la nuit pour les tuer". Selon certains membres de la coopérative, un propriétaire terrien de la région qui souhaite agrandir ses terres pourrait être lié à l'assassinat.

\*\*\*\*\*

**LA REVOLUTION DE L'HONNETETE**, telle était la devise du gouvernement Chamorro il y a un an. Le Contrôleur général de la République, Emilio Baltodano, a déclaré à l'Assemblée que la majorité des ministres, au mépris de la Constitution, n'avait pas présenté leur déclaration de propriété de biens personnels.

\*\*\*\*\*

**LE CHAT A CASSE UN VERRE.** Un journaliste étranger a défini le FMLN comme "un chat qui marche au milieu de verres en cristal", une image qui a fait dire à un

membre de la guérilla : "Le chat vient d'en casser un", faisant allusion à l'affaire des missiles. Le FSLN, sous la pression de sa base, a déposé devant l'Assemblée nationale une demande d'amnistie pour les officiers nicaraguayens condamnés, mais l'affaire a créé des tensions entre les deux partis frères. La droite ne manque pas d'exploiter cette situation et le conservateur Emilio Alvarez Montavan a rappelé le FSLN à l'ordre quant à ses fréquentations : "Le FMLN est pour les sandinistes comme un ami qui continuerait à boire alors qu'eux sont entrés aux alcooliques anonymes". La communauté des réfugiés salvadoriens au Nicaragua a vu sa situation s'aggraver avec les dénonciations du voisinage et les perquisitions policières.

\*\*\*\*\*

**L'ENQUETE** sur l'assassinat d'Enrique Bermudez piétine. L'affaire a créé certaines tensions dans les milieux contras. L'actuel vice-ministre aux rapatriés et anciennement "commandant Ruben" accuse certains proches de Bermudez, entre autres son collaborateur Silvio Santana qui, de son côté, fait part de tensions entre Ruben et Bermudez. Une chose est claire: plus d'un semble soulagé de la disparition de celui qui rêvait de redevenir le caudillo de la contra, n'excluant pas le recours à l'action militaire contre le gouvernement.

\*\*\*\*\*

**SANTE.** Les travailleurs de la santé sont toujours en grève. Le gouvernement reste intransigeant, bien qu'un groupe de grévistes aient entamé depuis quinze jours une grève de la faim et que deux d'entre eux se trouvent dans un état inquiétant.

\*\*\*\*\*

**LA REVOLUTION DE L'HONNETETE**, encore: selon le sociologue Oscar René Vargas, les 4 000 plus hauts fonctionnaires reçoivent en moyenne un salaire de 1 200 dollars, soit 56 millions à l'année, soit... plus de 10% du budget de l'Etat.

\*\*\*\*\*

**LES MARCHES EN EBULLITION.** En plus du plan économique qui les a frappé de plein fouet, les petits commerçants des marchés, base électorale de l'UNO, sont menacés d'être délogés par le maire de Managua, qui a mis en vigueur de nouveaux impôts. Arnoldo Aleman reste inflexible et se propose d'expulser ceux qui ne peuvent payer. Tous ceux qui essaient de survivre d'un petit commerce à domicile sont également assez lourdement grevés.

**DERNIERE MINUTE**

**SURPRENANTE VISITE** de Jimmy Carter, ancien président des Etats-Unis et président de l'Institut pour la démocratie, venu faire la proposition suivante au FNT: en échange d'une trêve sociale de deux mois, il s'engage à contrôler la fidélité du gouvernement à ses engagements, entre autres la promesse de ne pas licencier, et à aider le pays à obtenir des financements auprès des organismes internationaux. Les dirigeants syndicaux, qui ont parlé de chantage, lui ont fait valoir que le gouvernement n'avait jamais respecté ses promesses et que s'il voulait aider le Nicaragua il pouvait, "*maintenant que les Etats-Unis sont si soucieux du respect des résolutions de l'ONU*", agir pour qu'ils respectent le jugement de la Cour internationale de justice de la Haye et remboursent au Nicaragua leur dette de guerre, évaluée à 17 milliards de dollars. Ils lui ont également dressé un tableau de la répression.

\*\*\*\*\*

**35 BLESSES ET 22 ARRESTATIONS** le 8 mars lorsque la police a chargé les employés des Douanes en grève depuis dix jours. Le ministre de l'Intérieur avait affirmé le jour de l'annonce du plan économique que la police était prête. Pour protester contre cette action et soutenir les revendications salariales du FNT, d'autres secteurs ont décidé de se mettre en grève également.

**IMPRESSUM** Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Rédactrices responsables: Karin Fink et Ursula Regli. Coordinateur: Martin Muheim.

Télex: (45) 817585'158 com ch. Electronic mail: GeoMail NET3:ANN-EUROPA; DASnet (DCFCM3)ANN-EUROPA; Internet ANN-EUROPA@NET3.GEOMAIL.ORG;

Rédaction et traduction au Nicaragua: Michèle Faure et Frédérique Perrin. Téléphone: (505) 2/2'72'53

Prix annuel pour particuliers: FF 458 / CHF 124; pour comités de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'300 / CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

